

Georges Bidault, D'une Résistance à l'autre: extrait sur le coup de Prague

Légende: Dans ses Mémoires, Georges Bidault, ancien ministre français des Affaires étrangères, s'inquiète des conséquences du "coup de Prague" qui aboutit à la prise du pouvoir des communistes tchécoslovaques au détriment des démocrates menés par Jan Masaryk et insiste sur la menace que fait peser l'URSS sur l'Europe occidentale.

Source: BIDAULT, Georges. D'une Résistance à l'autre. Paris: Les Presses du Siècle, 1965. 382 p. p. 159-160.

Copyright: (c) Les Presses du Siècle

URL: http://www.cvce.eu/obj/georges_bidault_d_une_resistance_a_l_autre_extrait_sur_le_coup_de_prague-fr-fec2c741-30e3-496c-8a80-43d4aead34de.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Georges Bidault, *D'une Résistance à l'autre : extrait sur le coup de Prague*

En Février 1948, la Tchécoslovaquie est le théâtre d'une révolution fomentée en secret et exécutée en quelques heures par les communistes. La main de la Russie n'est même pas dissimulée dans cette opération. Renonçant désormais, si tant est qu'elle y ait jamais cru vraiment, au maintien de l'union des vainqueurs et constatant que l'infiltration à l'Occident ne peut plus donner de résultats importants, après l'élimination progressive des éléments communistes au pouvoir en France, en Belgique et en Italie, l'Union soviétique s'assure par ce coup de force une zone d'influence ou plutôt de domination qui dépasse l'Elbe en Allemagne, s'installe désormais en Bohême, coupe l'Autriche en deux et atteint l'Adriatique aux portes de Trieste.

Pourtant, Benès avait de tout temps, comme les Tchèques en général, été slavophile. Quand je l'avais rencontré à Londres au moment de la constitution d'un gouvernement de coalition en Tchécoslovaquie qui comprenait les partisans socialistes-nationaux, les socialistes de Fierlinger, les catholiques populaires de Mgr Shramek et les communistes, il m'avait dit ne pas redouter l'emprise ou l'action de ses dangereux alliés, quoiqu'ils fussent appuyés de près par l'armée russe libératrice. Il s'exprimait avec calme, sérénité et confiance. Il n'avait pas prévu les conséquences pour la liberté de son pays qui pourraient résulter des dispositions stratégiques par lesquelles Moscou préparait la guerre froide.

Quelques mois avant le drame auquel Benès ne devait pas longtemps survivre, le gouvernement de Prague, en souvenir de la résistance et de l'attitude que j'avais prise au moment de Munich, me décerna la croix de guerre tchécoslovaque. Pour assurer l'équilibre, cette décoration était également attribuée au chef des F.T.P., Charles Tillon, qui avait participé au gouvernement français d'après la libération. Pour remettre cette décoration à deux Français, dont un communiste, la Tchécoslovaquie avait délégué à Paris pour une cérémonie à l'Ambassade deux ministres, dont un communiste. C'étaient Jan Masaryk, ministre des Affaires Étrangères, et son adjoint en même temps que son contrôleur, Clementis. Je savais que Jan Masaryk, qui n'avait pas le tempérament inflexible de son père, souffrait d'être tenu si court par les Soviets. Mais il ne se plaignait que discrètement et ne se risquait pas à protester. Un jour qu'après une séance assez dure de la conférence de fondation des Nations Unies à San Francisco, je m'étonnais auprès de lui, en passant à ses côtés la porte de la salle, de son attitude docile envers une des positions soviétiques dont je savais qu'il ne pouvait pas l'approuver, il me dit, le visage amer et en haussant les épaules :

— Que voulez-vous, Molotov vient de me menacer de rompre l'Alliance si je ne m'alignais pas! Qu'est-ce que je peux faire ?

Je pense encore parfois, par exemple maintenant dans la proscription, au sort des quatre hommes qui étaient réunis ce jour-là. Masaryk se jeta par la fenêtre suivant la tragique tradition de Prague, quoique les circonstances du drame ne soient pas éclaircies. Clementis a été pendu parce que Moscou s'est brusquement aperçu que son homme de confiance avait été hostile au pacte germano-soviétique. Charles Tillon, ancien mutin de la Mer Noire, et à ce titre ami d'André Marty, a été entraîné avec lui dans la disgrâce. Quant à moi, j'ai été le dernier à être atteint, et attends au Brésil l'heure de la justice immanente.

Le coup de Prague a frappé à l'improviste beaucoup de gens qui ne s'attendaient pas, malgré les précédents, à voir la liberté d'un peuple mourir en un seul jour. Je ne revendique aucun mérite pour avoir prévu, puisque l'union des quatre était rompue dans des contradictions qui montraient que la Russie ne voulait lui consentir aucun sacrifice, qu'il fallait s'attendre à des mesures brutales et à une vaste menace.

C'est vers le début de 1948, à une date que je ne suis pas en mesure de préciser de mémoire, que j'écrivis à deux reprises au général Marshall pour lui indiquer que le péril pouvait fondre d'un instant à l'autre sur toute l'Europe occidentale, que les avant-gardes russes étaient à 200 kilomètres du Rhin et que, par conséquent, la sauvegarde de l'Occident exigeait la présence de la force américaine et l'alliance formelle des Etats-Unis pour rétablir, en face d'un danger pressant, la sécurité précaire de nos peuples. Je lui marquais aussi qu'on pouvait prévoir des inconvénients graves si, dans leur politique à l'égard de l'Allemagne, les Etats-Unis continuaient d'avancer avec précipitation. Les conséquences seraient redoutables pour les intérêts de la France et pour son opinion publique encore très sensible au souvenir des quatre années d'occupation.

Le Général Marshall me répondit en substance que, pour permettre au gouvernement des Etats-Unis d'entraîner sa propre opinion publique, il fallait que l'Europe fît elle-même un effort d'union et d'organisation pour sa défense. Il n'était pas homme à parler de « révision déchirante », ni à blesser, ni à sous-entendre une manière de chantage blessant. Personne ne pouvait douter qu'en ajoutant à l'alliance franco-anglaise le renfort des états qui pouvaient se joindre à nous, c'est-à-dire ceux du Benelux, dans l'impossibilité de faire à ce moment appel à des pays ex-ennemis, sans rendre la situation irrémédiablement intenable, nous ne prenions pas de dispositions véritablement capables à elles seules de nous garantir, ni tous, ni chacun. Mais le geste avait une valeur de symbole et il était si naturel de l'accomplir que, dès le temps du traité de Dunkerque, j'avais fait prévoir cette extension à l'Assemblée française.

La conférence préparatoire à la conclusion d'une union occidentale ou au fragment réalisable de cette union se réunit à Londres, à huis-clos. A peu près simultanément avait lieu le coup de Prague. Dès l'ouverture, les trois puissances invitaient les trois états du Benelux. La réaction des gouvernements de l'Est européen fut immédiate. Ils s'indignèrent de cette conférence de Londres et son caractère secret leur fut un motif de plus de s'alarmer. Car, comme il est clair, eux seuls ont droit au secret. Il faut se souvenir qu'antérieurement une conférence communiste s'était tenue à Prague, avant même le coup de force.

[...]